



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

World Rainforest Movement - Bulletin Mensuel - Numéro 164 - Mars 2011

THÈME CENTRAL DE CE NUMÉRO: LES GRANDS BARRAGES HYDROÉLECTRIQUES

À l'occasion de la Journée internationale d'action contre les barrages et pour les rivières, l'eau et la vie, le thème des grands barrages passe au premier plan. Le besoin croissant d'énergie pour des industries de plus en plus grandes fait des ravages sur la santé de la Terre et sur la vie présente et future de milliers de peuples.

La génération d'énergie hydroélectrique grâce à la construction de grands barrages se paye cher : des fleuves pleins de vie se transforment en lacs artificiels ; de grandes étendues de terre, qui sont le foyer et le moyen de subsistance de nombreux peuples, restent submergées ; des écosystèmes de grande valeur sont fragmentés et détruits.

L'électricité ainsi générée n'avantage pas l'immense majorité des gens ; elle sert à maintenir un modèle de production et de commerce fondé sur la consommation intensive d'énergie, qui alimente la surconsommation de quelques secteurs minoritaires du monde.

Le présent bulletin, résultat d'un effort collectif, a pour but de dénoncer et de mettre en lumière les effets destructeurs des grands barrages, dans l'espoir de contribuer à un changement de cap dans la production et la consommation d'énergie.

NOTRE OPINION

- **L'effet dévastateur des tsunamis, des grandes centrales hydroélectriques et autres énergies « propres »**

MAUDITS BARRAGES DU MONDE

- **Une façade écologique pour l'hydroélectricité**
- **Brésil : le barrage de Belo Monte transformera le Xingú en un fleuve de sang**
- **Les barrages sur le Mékong enflamment la région**
- **Touchées par des barrages : des femmes qui luttent pour ne pas se noyer**
- **RDC : des barrages pour les grandes entreprises**
- **Actions against dams around the world (disponible uniquement en anglais)**

NOTRE OPINION

– L'effet dévastateur des tsunamis, des grandes centrales hydroélectriques et autres énergies « propres »

Pendant la dernière décennie, à une époque de changements climatiques chaque fois plus visibles, les grandes entreprises, les banques et les gouvernements parlent beaucoup de promouvoir des projets d'énergie « propre ». Il s'agit des formes de production d'énergie qui ne s'appuient pas sur les combustibles fossiles.

Ainsi, dans plusieurs pays on est en train de reprendre et d'élargir, par exemple, les projets de production d'énergie nucléaire.

Inévitablement, cela nous rappelle la tragédie dont pâtit le peuple japonais, avec lequel nous nous solidarisons dans sa souffrance. Le tremblement de terre et le tsunami qui ont récemment provoqué la situation d'urgence nucléaire au Japon montrent la distance qui existe entre la réalité à laquelle le peuple japonais doit faire face quant à la centrale nucléaire de Fukushima, et ce que serait vraiment une énergie propre.

Parallèlement, les investissements dans une autre énergie considérée comme « propre » se sont aussi intensifiés au cours des 10 dernières années. Il s'agit de l'énergie produite par la retenue d'eau au moyen des barrages hydroélectriques.

Le présent bulletin est consacré à ce sujet, vu que le 14 mars est le Jour International de lutte contre les barrages et pour l'eau, les rivières et la vie. Aussitôt après, le 22 mars, on commémore la Journée mondiale de l'eau. Nous montrons dans plusieurs articles de ce numéro du bulletin que la nouvelle mode de l'énergie hydroélectrique prétendument « propre » n'est autre chose qu'un discours. Dans la pratique, la situation montre que les effets négatifs persistent dans les projets planifiés et dans ceux qui sont déjà en exécution.

Quelques points-clés attirent l'attention. En premier lieu, l'engouement pour les grands barrages hydroélectriques continue, alors qu'à l'évidence ils provoquent de grands dégâts. Un exemple en est la destruction de surfaces conséquentes de forêt primaire. De cette façon, les grands barrages continuent à être une des causes directes du déboisement.

En deuxième lieu, les barrages continuent à détruire la vie des familles riveraines et à produire une énergie qui ne bénéficie pas à ces personnes mais à des centres urbains lointains et, surtout, à des industries à forte consommation d'énergie. Par exemple, dans le delta du Mékong (Sud-Est de l'Asie), la construction de grands barrages menace la sécurité alimentaire de la population, sécurité qui lui est aujourd'hui assurée par la pêche libre dans le fleuve. Comme si cela ne suffisait pas, les communautés riveraines se voient souvent forcées à émigrer vers la ville, en route vers un futur incertain. Mais, dans la vision des gouvernements, il s'agit de tirer des personnes de la situation de pauvreté, pour les conduire vers une situation de « progrès ». Cependant, la pratique est souvent bien différente : les barrages

produisent davantage de pauvreté et ont des effets négatifs sur la population – en particulier sur les femmes – et sur la nature.

En troisième lieu, l'énergie hydroélectrique n'est pas propre du tout si l'on considère les changements climatiques. Il y a différentes sources d'émission : les arbres, aussi bien ceux qui se détériorent à l'air libre que ceux qui meurent quand la zone de retenue est inondée, libèrent du gaz carbonique (CO₂). En outre, la végétation submergée produit un autre gaz à effet de serre, le méthane (CH₄) dont la plus grande partie est libérée par les déversoirs et les turbines des barrages. Selon des études, le méthane peut avoir un effet sur le climat 25 à 34 fois supérieur à celui du CO₂. Il convient de remarquer que cet effet n'est généralement pas mentionné dans les EIE (Études d'impact sur l'environnement) des barrages, y compris dans l'EIE du barrage de Belo Monte au Brésil (1). Il est par conséquent absolument insensé que soient permis, dans le cadre du Protocole de Kyoto, des projets de vente de crédits de carbone à partir des centrales hydroélectriques par le biais du Mécanisme de « *développement propre* » (MDL).

Et, comme si cela n'était pas suffisant, il y a d'autres études, par exemple en Chine, qui démontrent que les grands barrages peuvent même produire le dénommé « stress sismique », en augmentant le risque de séismes et de tsunamis.

Une autre catégorie d'énergie, souvent citée comme « *propre* », est celle produite à partir des agrocombustibles, dont la production met en jeu, dans la plupart des cas, la monoculture à grande échelle de plusieurs produits, comme le soja, le palmier africain et la canne à sucre, dont les nombreux effets sociaux, économiques et écologiques ont déjà été amplement étudiés.

Finalement, la tragédie au Japon tend à devenir encore plus grave s'il y a un transfert des investissements en énergie nucléaire vers des investissements dans d'autres énergies considérées comme plus « *propres* », comme les plantations industrielles pour produire des agrocombustibles et la construction de davantage de barrages hydroélectriques.

En conclusion, les énergies dites « *propres* » ne le sont pas quand elles sont produites à grande échelle, et elles finissent par avoir des effets dévastateurs de divers types. Elles finissent par ressembler aux séismes et aux tsunamis quand elles détruisent la vie des personnes. Pendant ce temps, elles augmentent les bénéfices des entreprises. Il faut souligner que les grands barrages, tout comme la production à grande échelle d'agrocombustibles et l'énergie nucléaire, continuent à être de grandes sources de revenus pour les entreprises concernées.

La logique du discours des défenseurs de ces énergies « *propres* » part du principe qu'elles nous sont indispensables pour maintenir le modèle actuel de production, de commercialisation et de consommation. Il est évident que ce système est injuste au plan social et au plan environnemental, ce qui revient à dire qu'il s'agit d'un modèle raté. En pariant sur ce type d'énergie faussement « *propre* » sans remettre en cause le système, nos gouvernements continuent à travailler à l'enrichissement des entreprises et à provoquer la souffrance de millions de personnes de cette génération et des suivantes, vu la profondeur de ses effets sur l'environnement.

En direction contraire à celle des défenseurs de ce modèle énergétique, différentes initiatives à petite échelle pour produire de l'énergie, au niveau local ou régional, semblent porteuses d'un futur plus prometteur. Elles comprennent des initiatives contrôlées par des organisations et des mouvements sociaux, qui satisfont leurs besoins fondamentaux sans causer des dégâts qui compromettent l'avenir de ces populations et celui de la nature. Cependant, ces initiatives comptent avec peu ou pas de soutien financier, par rapport aux énormes sommes d'argent que les entreprises et les gouvernements reçoivent et dépensent dans des énergies vraiment sales.

Ce qu'il faut, c'est un changement structurel de notre modèle énergétique, et la mise en œuvre d'un projet populaire où l'énergie et l'eau soient considérées comme des droits fondamentaux. Comme le dit le Mouvement des victimes des barrages (MAB) du Brésil : l'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises !

(1) Fearnside, Philip. "Hidrelétricas Amazônicas como Emissoras de Gases de Efeito Estufa". Dans : Revista Proposta, Année 35 – N° 122

[index](#)

MAUDITS BARRAGES DU MONDE

– Une façade écologique pour l'hydroélectricité

Par une chaude journée de mai, un paysan laotien du nom de Bounsouk regarde la vaste étendue d'eau qu'il a devant lui, le réservoir de 450 kilomètres carrés derrière le nouveau barrage Nam Theun 2. Au fond de ce lac se trouve la terre où autrefois il vivait, plantait du riz, élevait des buffles et cueillait dans la forêt des fruits, des baies, des plantes médicinales et des épices. À présent il n'y a là que de l'eau, de l'eau partout.

« Avant l'inondation je pouvais récolter suffisamment de riz pour nourrir ma famille, et j'avais dix buffles », dit-il. « J'aime bien nos nouvelles maisons et j'aime avoir de l'électricité dans le nouveau village, mais nous n'avons pas assez de terre et la qualité du sol est très pauvre. Le riz que je peux planter ne suffit pas pour ma famille, et trois de mes buffles sont morts parce qu'ils n'avaient pas assez à manger. »

Bounsouk est un des 6 200 habitants autochtones dont les terres ont été inondées par le barrage hydroélectrique Nam Theun 2 dans ce petit pays du Sud-Est de l'Asie. Dans la zone où ils ont été réinstallés, on entend partout la même histoire. Bien que quelques-uns soient contents d'avoir de nouvelles maisons et de l'électricité et d'être près de la route, ils s'inquiètent de ne pas savoir comment ils vont nourrir leurs familles à long terme. La mauvaise qualité de la terre et l'absence d'autres sources de revenus viables dans cette région éloignée font que les choses se présentent plutôt mal pour eux.

Les grands barrages ont souvent un coût élevé pour la société et l'environnement, et des répercussions économiques à long terme qui découlent de la disparition de la pêche et du potentiel touristique, et de l'inondation de terres agricoles et de forêts. D'après la Commission mondiale des barrages, un organisme indépendant, la plupart des projets réalisés n'ont pas compensé les pertes des personnes affectées ni atténué l'impact sur l'environnement. Il est rare que les habitants aient pu donner leur avis sur la mise en œuvre d'un barrage ou qu'ils aient reçu une part juste des bénéfices.

L'inondation permanente de forêts, de zones humides, et de la faune et la flore en général est peut-être l'effet écologique le plus évident d'un barrage. Les réservoirs ont inondé d'énormes étendues : plus de 400 000 kilomètres carrés de terre ont disparu dans le monde. Or, ce n'est pas seulement l'étendue de cette terre qui compte, mais aussi sa qualité : les bassins des fleuves et les zones inondables figurent parmi les écosystèmes les plus riches en biodiversité du monde. Les plantes et les animaux qui sont adaptés à l'habitat du fond d'une vallée risquent souvent de ne pas survivre sur les bords d'un réservoir. En plus, les barrages sont souvent construits dans des régions éloignées qui sont le dernier refuge d'espèces déplacées d'autres régions par les activités de développement. Personne n'a idée de la quantité d'espèces végétales et animales qui ont disparu parce que leur dernier habitat a été inondé par un barrage, mais leur nombre est probablement loin d'être négligeable. En plus de détruire l'habitat, un réservoir peut aussi interrompre les routes de migration à travers la vallée et le long du fleuve. En isolant les populations, cette fragmentation de l'écosystème aboutit aussi à la réduction de leur patrimoine génétique, avec tous les risques que cela comporte.

Le boom de l'hydroélectricité

L'industrie de la construction de barrages essaie de donner une apparence écologique à l'hydroélectricité au moyen d'une offensive de relations publiques qui vise à convaincre le monde que la prochaine génération de barrages fournira de nouvelles sources d'énergie propre et contribuera à atténuer les effets du changement climatique. Dans les bassins des quelques grands fleuves qui coulent encore librement, comme l'Amazone, le Mékong, le Congo et les fleuves de la Patagonie, les gouvernements et l'industrie avancent dans les projets d'une foule d'énormes barrages, sous prétexte de produire de l'énergie propre.

Après une pause d'une décennie, la construction de barrages reprend maintenant dans le monde entier, grâce à l'injection de nouveaux capitaux chinois, brésiliens, thaïlandais, indiens et d'autres pays à revenus moyens. En particulier, les institutions financières chinoises ont remplacé la Banque mondiale en tant que principal bailleur de fonds des projets de barrages. Les banques et les compagnies chinoises participent à la construction de 216 grands barrages (« grand » veut dire qu'ils ont au moins 15 mètres de haut, ou entre 5 et 15 mètres, et une retenue d'une capacité d'au moins 3 millions de mètres cubes) dans 49 pays, surtout en Afrique et dans le Sud-Est asiatique, dont beaucoup ont de mauvais antécédents en matière de respect des droits de l'homme. Un coup d'œil à ce qui se passe en Chine, dans le bassin amazonien et en Afrique suffit à illustrer les risques que cela comporte.

Chine. La moitié des grands barrages du monde se trouvent dans ce pays, qui les a payés très cher. On estime qu'ils ont déplacé environ 23 millions de personnes, et que leurs ruptures ont tué près de 300 000 autres. En outre, les barrages ont été catastrophiques pour la diversité biologique du pays, faisant diminuer brusquement les populations de poissons, menaçant l'esturgeon géant chinois qui est en danger de disparition, et provoquant l'extinction d'espèces comme le baiji ou dauphin du Yangtsé.

Pour atteindre l'objectif du nouveau plan, il faudrait construire des barrages en cascade sur plusieurs fleuves du Sud-Ouest de la Chine et du plateau tibétain, régions à l'écologie fragile, riches en diversité biologique, sujettes aux séismes et habitées par des minorités ethniques. Si le nouveau plan continue d'être appliqué, il détruira de façon irréversible les grands fleuves chinois et des points chauds (hotspots) de diversité biologique d'importance mondiale.

En application du Plan quinquennal, le gouvernement chinois propose de construire de nouvelles centrales hydroélectriques qui produiront de 130 à 140 gigawatts. Cela équivaut à construire pendant cinq ans plus d'un nouveau barrage des Trois Gorges par an, plus que ce que n'importe quel autre pays a jamais construit au cours de son histoire.

Comme signe avant-coureur de la nouvelle tendance, le gouvernement chinois a annoncé, en février 2011, qu'il autoriserait la construction d'une série de barrages sur le fleuve Nu (ou Salween), un fleuve intact qui se trouve au centre d'un site du patrimoine mondial. Le gouvernement a décidé aussi de réduire la réserve de pêche la plus importante du fleuve Yangtsé pour qu'un nouveau projet hydroélectrique, le barrage Xiaonanhai, puisse être mis en œuvre. Ce projet risque de sonner le glas de l'esturgeon géant de Chine.

Environ 30 % des fleuves chinois sont fortement pollués par les eaux usées, par les déchets agricoles et miniers et par les produits chimiques industriels ; le débit de certains d'entre eux (comme le fleuve Jaune) a été si gravement modifié qu'ils n'atteignent plus la mer. Les fleuves qui coulent librement, dont l'oxygène et les nutriments naturels sont en équilibre, peuvent éliminer ou diminuer la toxicité des polluants ; en revanche, les barrages aggravent les problèmes de la pollution car ils diminuent la capacité des fleuves d'éliminer les polluants ; leurs réservoirs accumulent ces derniers et submergent la végétation qui, par la suite, pourrit. Ainsi, l'eau qui en sort peut être très toxique et avoir des effets considérables en aval, sur l'écologie et sur la santé humaine.

Le barrage des Trois Gorges, peut-être le plus notoire du monde, produit autant d'électricité que près de 25 centrales électriques au charbon. Pourtant, il s'est accompagné d'énormes problèmes : corruption, montée en flèche des coûts, catastrophes environnementales, violations des droits de l'homme, difficultés pour la réinstallation des habitants. À ce jour, plus de 1,3 million de personnes ont été déplacées pour faire place au barrage. Des centaines de milliers d'entre elles ont reçu des parcelles minuscules et arides, ou elles ont été envoyées dans les quartiers pauvres de villes, avec une compensation monétaire limitée et peu de possibilités de logement. Ceux qui ont été installés dans des villages situés sur les bords du lac du barrage ont vu les rives s'écrouler à 91 endroits ; des dizaines de

personnes sont mortes et des villages entiers ont dû déménager. Ceux qui ont protesté se sont heurtés à la répression, ils ont été battus et mis en prison.

Malheureusement, le barrage de Trois Gorges n'est que la partie visible de l'iceberg. Dans le Sud-Est de la Chine, au moins 114 barrages ont été proposés ou sont en cours de développement sur huit fleuves importants de la région, comme le Lancang (Haut Mékong), le Nu (Haut Salween) et le Jinsha (Haut Yangtsé). Beaucoup de ces barrages sont parmi les plus grands du monde, et ils comportent donc de graves conséquences pour l'écologie du fleuve, le déplacement de centaines de milliers de membres des minorités ethniques, et des dangers pour la sécurité des villages en aval. Plusieurs d'entre eux sont prévus dans ou près du site du patrimoine mondial des Trois Fleuves Parallèles, menaçant l'intégrité écologique d'une des zones les plus spectaculaires et les plus riches en diversité biologique du monde.

La possibilité que les barrages du Sud-Ouest de la Chine déclenchent des tremblements de terre est de plus en plus inquiétante. On a récemment trouvé des signes que le séisme dévastateur de magnitude 7,9 qui eut lieu au Sichuan en mai 2008 et qui fit près de 90 000 morts pourrait avoir été causé par le barrage de Zipingpu. On sait que les grands barrages peuvent déclencher des séismes, par le phénomène dénommé « sismicité induite par un réservoir ». Les scientifiques estiment qu'il y a au monde plus d'une centaine de cas de séismes causés par les lacs des barrages. D'après l'expert en risques géophysiques de l'université de Columbia, Christian Klose, « les plusieurs centaines de millions de tonnes d'eau accumulées derrière le barrage de Zipingpu ont exercé une pression excessive sur la faille de Beichuan qui se trouve à proximité ».

L'Amazonie. Sous prétexte d'encourager la production d'énergie propre et bon marché, les constructeurs de barrages du Brésil prévoient de construire une centaine de barrages dans l'Amazonie. Deux grands barrages sont déjà en construction sur le principal affluent de l'Amazone, le Madeira, et plusieurs autres en sont à l'étape des permis. Les bureaucrates du secteur énergétique du Brésil disent qu'il s'agira de barrages moins agressifs, avec des retenues d'eau plus petites, conçus pour minimiser leur impact écologique et social. Des lois ont été adoptées pour accélérer l'approbation de nouveaux barrages dans l'Amazonie et pour contourner la ferme législation environnementale brésilienne, sous prétexte que ces travaux ont une « importance stratégique » pour l'avenir du pays.

En inondant de grandes étendues de forêt humide, en ouvrant de nouvelles zones à l'exploitation forestière et en modifiant le débit des fleuves, les dizaines de barrages prévus risquent de perturber le fragile équilibre hydrique de l'Amazonie et d'accélérer le dépérissement de la forêt, un processus qui a déjà démarré en raison du changement climatique et de la forte déforestation. Les dernières recherches confirment le rôle critique que joue l'Amazonie dans la régulation du climat, non seulement en Amérique du Sud mais aussi dans certains endroits de l'Amérique du Nord. La transformation de grandes étendues de l'Amazonie en savanes plus sèches serait catastrophique pour les tendances climatiques de la région. À son tour, la diminution des précipitations ferait tomber beaucoup de barrages en désuétude.

Pendant ce temps, les émissions de gaz à effet de serre pourraient être énormes, tournant en ridicule une des justifications des barrages. Les barrages amazoniens sont parmi les plus sales de la planète ; à lui seul, celui de Balbina émet dix fois plus de gaz à effet de serre (en provenance de la végétation qui pourrit dans le lac) qu'une centrale de la même capacité fonctionnant au charbon. Ajoutons à cela que les ouvrages prévus expulseraient de leurs terres plus de 100 000 riverains et dégraderaient considérablement de vastes territoires indigènes et zones protégées.

Les barrages de San Antonio et de Jirau sur le fleuve Madeira, actuellement en construction, ont fait penser à la possibilité que certains barrages puissent avoir des conséquences sur une énorme partie du bassin amazonien. Les scientifiques ont signalé que plusieurs espèces de poissons migrateurs de grande valeur pourraient risquer de disparaître, ce qui ferait beaucoup diminuer la pêche et la faune à des milliers de kilomètres en amont et en aval. La fertilité de la plaine inondable de l'Amazonie, importante pour l'agriculture et pour la reproduction des poissons, en pâtirait aussi parce qu'une partie considérable des sédiments et des nutriments charriés par le Madeira resteraient coincés dans les réservoirs.

Un autre tributaire de l'Amazonie qui est en danger est le fleuve Xingú, où il existe le projet de construire un énorme barrage, celui de Belo Monte. Le barrage de Belo Monte serait le troisième projet hydroélectrique du monde et impliquerait de détourner presque toute l'eau du Xingú vers la centrale électrique à travers deux canaux artificiels, laissant sans eau ni moyens de transport fluvial les populations indigènes d'une zone de 100 km de long. Le barrage aurait de graves conséquences pour des zones considérées d'importance extrême pour la conservation de la diversité biologique, et des effets irréversibles sur les stocks de poisson du Xingú.

Sans aucun doute, il est très important de répondre aux besoins d'énergie futurs du peuple brésilien, mais il y a d'autres options que la multiplication des barrages. Plusieurs études, qui vont de celles du WWF-Fonds mondial pour la nature à celles du MAB (Mouvement des personnes touchées par les barrages du Brésil), montrent que le pays pourrait satisfaire la plupart de ses besoins futurs en énergie à un moindre coût social, écologique et économique en investissant dans l'efficacité énergétique et dans l'énergie renouvelable.

Afrique. En Afrique aussi la construction de barrages est en essor. L'Afrique est l'endroit du monde le moins électrifié ; seule une infime partie de ses habitants a accès à l'électricité. La solution de cet énorme problème est rendue plus difficile par la pauvreté généralisée, par la mauvaise administration et par le fait que la grande majorité des personnes vivent loin du réseau électrique, ce qui rend encore plus cher de leur faire parvenir ce service.

La Banque mondiale et de nombreux planificateurs de l'électrification africaine mettent tous leurs espoirs dans quelque chose d'aussi éphémère que la pluie, en faisant pression pour que l'on construise une quantité de grands barrages dans tout le continent. Le spécialiste en énergie de la Banque mondiale, Reynold Duncan, a dit à l'occasion d'une conférence sur l'énergie au début de cette année que l'Afrique doit augmenter fortement ses investissements dans l'hydroélectricité. « En Zambie, nous avons un potentiel d'environ 6 000 mégawatts, en Angola nous avons 6 000

mégawatts, et près de 12 000 mégawatts au Mozambique », a-t-il dit. « Nous avons un tas de mégawatts ici même, avant de monter jusqu'au Congo ».

Duncan a dit que les gouvernements et les investisseurs ne devraient pas hésiter à se tourner vers des actifs plus risqués, comme l'hydroélectricité, et il a ajouté que le potentiel hydrique du continent n'était exploité qu'à cinq pour cent. Or, le terme « risqué » est juste : les nouveaux barrages africains sont construits sans analyser comment ils seront affectés par les changements climatiques, en dépit du fait que bien des barrages existants n'arrivent plus à produire l'électricité nécessaire en raison des sécheresses.

Il est prévu que le changement climatique modifiera radicalement la dynamique de beaucoup de fleuves africains, en aggravant autant les sécheresses que les inondations. Dans ces circonstances, la frénésie de la construction de barrages pourrait être littéralement désastreuse. Des inondations sans précédent feront s'écrouler davantage de barrages et accéléreront l'accumulation de sédiments dans les réservoirs. Simultanément, l'aggravation des sécheresses empêchera les barrages d'atteindre leurs objectifs de production d'électricité.

Les barrages ne sont pas bon marché : la mise en œuvre de celui de Mphanda Nkuwa au Mozambique coûtera au moins deux milliards de dollars (sans compter les lignes de transmission). Or, ces énormes installations ne font pas grand chose pour combler le fossé électrique en Afrique. La majorité de la population du continent vivant loin des réseaux électriques existants, ce qu'il faut c'est un grand système décentralisé de petites centrales et d'énergies renouvelables, pour construire les économies locales de la base vers le haut et non l'inverse. Mais ce n'est pas là qu'est l'argent en ce moment.

La corruption

Ces exemples tirés de trois zones où l'activité de construction de barrages est intense laissent transparaître l'éventail de graves problèmes qui en découlent. Les grands barrages promettent toujours d'apporter le progrès et le développement, mais la réalité sur le terrain montre des réfugiés déplacés et appauvris, des fleuves endommagés et écologiquement fragmentés, et des victimes des zones de pêche détruites et des sédiments accumulés. Les grands barrages élargissent aussi l'habitat des vecteurs de maladies d'origine hydrique, comme la malaria, la dengue, la schistosomiase et la douve du foie, et peuvent déclencher des séismes dévastateurs en augmentant la pression sur une zone vulnérable. Il est fréquent que les barrages n'apportent pas les bénéfices escomptés et, souvent, leur coût est supérieur aux prévisions. En plus, bien que l'hydroélectricité soit présentée comme solution du changement climatique, beaucoup de barrages émettent en fait d'énormes quantités de gaz à effet de serre. D'après l'écrivain et activiste indienne Arundhati Roy, « les grands barrages sont au développement d'une nation ce que les bombes nucléaires sont à son arsenal militaire : dans les deux cas il s'agit d'armes de destruction massive ».

Or, si les barrages font des ravages dans la vie des gens et dans les écosystèmes, et sont de plus en plus dangereux dans un monde en voie de réchauffement, pourquoi continue-t-on de les construire et de les défendre ? Et pourquoi sont-ils

salués maintenant comme source écologique et renouvelable d'énergie ?

Une des raisons principales réside dans les intérêts particuliers : l'industrie hydro-énergétique, son réseau de consultants et les bureaucraties des pays concernés ont des bénéfices substantiels à tirer de la planification, la construction et l'opération des grandes infrastructures. Ces attraits dissimulent souvent les conséquences pour les personnes et les écosystèmes, et le besoin de développer des économies durables en ce moment où l'eau et l'alimentation sont en pleine crise.

Les conseillers et les industries d'équipement qui font des études de faisabilité et des évaluations d'impact environnemental savent qu'ils doivent montrer un projet sous un jour favorable s'ils veulent obtenir d'autres contrats à l'avenir. Dans tous les cas, et sans avoir analysé toutes les options possibles, ils affirment invariablement que les impacts peuvent être atténués et que le projet en question représente la meilleure option pour répondre aux besoins du pays.

Les évaluations d'impact environnemental (EIE), censées anticiper les problèmes, ont servi à faire approuver les projets sans discussion au lieu de fonctionner comme outils de planification. Jiang Gaoming, de l'Académie des Sciences chinoise, signale que de nombreux projets sont en cours d'exécution dans le Sud-Ouest de la Chine, alors qu'ils violent des dispositions fondamentales de la législation chinoise. Beaucoup d'entre eux n'ont pas d'EIE et n'ont pas été approuvés par le gouvernement. Selon Jiang, même les vérifications élémentaires de la sécurité ont été omises et les organismes de contrôle gouvernementaux n'y participent pas. « Les EIE sont devenues un élément marginal et décoratif, elles sont perçues comme une partie du coût de l'affaire », dit Jiang. « Les constructeurs et le gouvernement local savent très bien qu'une EIE n'a jamais encore réussi à stopper un projet de barrage ».

Il va sans dire que la corruption joue un rôle-clé. Un barrage exige un énorme investissement initial dont les fonctionnaires gouvernementaux et les politiciens peuvent facilement récupérer une partie. Un des exemples les plus notoires en est le barrage de Yacyretá sur le fleuve Paraná, situé entre l'Argentine et le Paraguay. Dans les années 1980, le coût de ce « monument de corruption », estimé au départ à 1,6 milliard de dollars, a été enflé jusqu'à plus de huit milliards. En 2002 et 2003, plusieurs grandes entreprises de construction de barrages ont été jugées coupables d'avoir soudoyé l'ancien directeur de la Direction du développement des montagnes de Lesotho pour obtenir des contrats concernant le barrage de Katse. Masupha Sole a accepté environ deux millions de dollars en pots-de-vin de quelques grands constructeurs de barrages, comme Acres International de Canada et Lahmeyer International d'Allemagne. En Chine, des fonctionnaires corrompus ont volé des millions de dollars qui étaient destinés aux personnes déplacées par le barrage de Trois Gorges. Au moins 349 personnes ont été trouvées coupables d'avoir détourné environ 12 % du budget de réinstallation prévu dans le projet.

La marche à suivre

Inutile de dire que ces problèmes ne sont pas faciles à résoudre. À ce jour, la tentative la plus ambitieuse et systématique dans ce sens est celle de la Commission mondiale des barrages, un organisme indépendant créé en 1998 par la

Banque mondiale et l'Union internationale pour la conservation de la nature. Après avoir examiné dans le détail les résultats des grands barrages, la Commission publia en 2000 son rapport final, Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décisions.

En bref, la CMB recommande de définir les besoins réels en eau et en énergie de façon ouverte et participative, pour évaluer ensuite avec soin toutes les options susceptibles de répondre à ces besoins, en donnant aux aspects sociaux et écologiques la même importance qu'aux aspects techniques, économiques et financiers. S'il est décidé qu'un nouveau barrage est vraiment nécessaire, il faudra résoudre les problèmes sociaux et environnementaux que posent les barrages existants et maximiser les bénéfices de ces derniers. L'acceptation publique de toutes les décisions fondamentales doit être démontrée et les décisions concernant les peuples autochtones doivent partir du consentement préalable, libre et en connaissance de cause de ces derniers. Pour garantir la mise en œuvre de mesures d'atténuation, de réinstallation et de développement il faut négocier avec les personnes concernées des accords juridiquement contraignants. Les évaluations d'impact doivent suivre les critères de l'Union européenne et d'autres critères internationaux. Par définition, une véritable EIE « veille à identifier et à évaluer les conséquences environnementales des projets avant que l'autorisation soit donnée », mais cela n'arrive presque jamais dans le monde actuel. Les barrages construits sur des fleuves internationaux doivent aussi évaluer les éventuels impacts transfrontière ou les impacts accumulés des projets multi-barrages sur les bassins de la région.

L'industrie des barrages rejeta les directives de la CMB et, en 2007, elle entreprit ses propres démarches dans l'espoir de formuler un protocole susceptible de remplacer celui de la CMB en tant que référence légitime pour les projets de barrages. Pourtant, il est évident que son approche vise à contourner les exigences les plus énergiques de la CMB, tout en manifestant un intérêt de pure forme pour les questions de durabilité.

En fait, la tentative de l'industrie de présenter l'hydroélectricité comme une technologie écologique et durable est non seulement trompeuse mais contredite par les faits, et d'autres options sont souvent préférables. En général, la solution la moins chère, la plus propre et la plus rapide est d'investir dans l'efficacité énergétique. Par exemple, aux États-Unis on pourrait économiser trois quarts de l'électricité consommée en prenant des mesures d'efficacité qui coûteraient moins que l'électricité elle-même. Les pays du Sud, tels que la Chine, l'Inde et le Brésil qui ont de grands projets d'expansion industrielle à des fins d'exportation, représentent 80 % de l'augmentation de la demande d'énergie mondiale d'ici à 2020. Ces pays pourraient réduire cette augmentation de plus de la moitié en utilisant les technologies d'efficacité énergétique existantes, d'après le McKinsey Global Institute. Les programmes de « transfert de technologie » peuvent être un bon moyen d'aider les nations les plus pauvres à ne pas avoir besoin de réinventer la roue ; par exemple, le remarquable programme d'efficacité énergétique de la Californie a commencé à échanger des connaissances avec les agences de l'énergie et les fonctionnaires chinois pour faire démarrer en Chine de forts programmes de ce genre.

Néanmoins, même si on investit en efficacité il faudra chercher de nouvelles sources de génération. Dans plusieurs pays du Sud, les énergies éolienne, solaire, géothermique et de la biomasse, ainsi que l'hydroélectricité à faible impact et sans barrages, sont en train de gagner du terrain. Ces technologies pourraient être beaucoup plus appropriées pour répondre aux besoins de la population rurale pauvre, si elles sont appliquées là où l'énergie est nécessaire et sans besoin d'installer des lignes de transmission. Parmi les exemples figure l'installation, encouragée par des incitations du Fonds pour l'environnement mondial, de centaines de milliers de systèmes solaires individuels dans des maisons du Bangladesh, de la Chine, du Sri Lanka et de l'Ouganda.

Les énergies réellement renouvelables peuvent être aussi une solution attrayante et abordable pour beaucoup de pays qui ont des problèmes d'énergie. Le coût de l'énergie éolienne à un bon endroit est maintenant comparable ou inférieur à celui de l'énergie de sources conventionnelles. Le prix de l'énergie solaire, qu'elle soit photovoltaïque ou à concentration, est en train de baisser rapidement. En 2008, un rapport d'un groupe de la National Academy of Engineering des USA prédisait que, dans cinq ans, le prix de l'énergie solaire serait compétitif avec celui des sources conventionnelles.

Quant à la corruption généralisée, elle doit être ouvertement attaquée par les gouvernements, par les organismes de financement et par les défenseurs des projets de barrages. Il faut rédiger des réglementations pour identifier, définir et éliminer la corruption à tous les niveaux du processus de planification. Ces réglementations doivent être soutenues et appliquées par la Banque mondiale, par l'industrie des barrages, par les entreprises hydroélectriques transnationales et nationales, et par les gouvernements qui soutiennent la construction de barrages, qui comporte souvent des investissements milliardaires. Et l'industrie elle-même, avec ses principaux alliés gouvernementaux comme la Chine, le Brésil et l'Inde, doit entreprendre une réforme interne. Un bon premier pas serait d'adopter les directives de la CMB, et d'instituer des pratiques telles que des pactes d'intégrité, des lois anticorruption et des contrats de performance qui exigent des promoteurs qu'ils respectent leurs engagements.

Les fleuves en bonne santé, comme tous les écosystèmes intacts, n'ont pas de prix et sont irremplaçables. Les pays du Sud devraient faire tout ce qu'ils peuvent pour les protéger. Il serait important qu'ils ne copient pas le modèle énergétique bourré de problèmes que les pays industrialisés ont mis en place il y a des décennies. Les pays du Sud ont à leur disposition d'autres options d'un bon rapport coût-efficacité, qui leur permettraient d'accéder directement à un régime énergétique digne du vingt-et-unième siècle, un régime plus durable, efficace, socialement juste et qui fortifie les économies régionales et locales. Sans cela, la seule alternative est d'accepter l'héritage de la destruction écologique et humaine.

Aviva Imhof, International Rivers, envoyé par Lori Pottinger, e-mail: lori@internationalrivers.org. *Le présent article est une adaptation de celui qui fut publié dans le numéro de janvier-février 2010 du WorldWatch Magazine.*

– Brésil : le barrage de Belo Monte transformera le Xingú en un fleuve de sang

Un complexe de deux retenues et la déviation du fleuve Xingú dans la portion qui traverse l'État de Pará, un coût de plus de 16 000 millions de dollars, 516 km² de forêt amazonienne inondés, 1522 km² de terres boisées affectées, entre 100 et 140 km² asséchées, un changement dans l'écologie fluviale, introduction d'espèces de poissons étrangères et extinction d'espèces autochtones, perte de biodiversité qui est la source des aliments et des revenus de millions de personnes dans l'Amazonie, 30 zones indigènes habitées par plus de 13 000 personnes de 24 villages indigènes directement ou indirectement touchées, entre 20 000 et 40 000 personnes déplacées, 80 000 personnes sans emploi, d'autres barrages possibles en amont du même bassin. C'est là le contexte du barrage Belo Monte sur le fleuve Xingú, un ouvrage d'art projeté dans les années 70, à l'époque de la dictature militaire.

La construction du complexe serait à la charge du consortium Norte Energía, dont le principal actionnaire est la société anonyme d'économie mixte et concessionnaire du service public d'énergie électrique Electronorte. 25 % de l'électricité du Brésil est consommée par neuf entreprises minières et énergétiques (Alcoa, Arcelormittal, Camargo Corrêa, Energiam, CSN, Gerdau, Samarco, Vale do Rio Doce et Votorantim) et ce sont certaines d'entre elles qui s'intéressent à la construction du barrage de Belo Monte – qui serait le troisième du monde en dimension – pour amplifier leurs activités extractives.

Avec cette usine hydroélectrique, entre 20 % et 30 % des 100 000 habitants d'Altamira seront déplacés définitivement, d'après l'étude d'impact environnemental (EIE). Depuis l'annonce du projet, la résistance des mouvements sociaux et des chefs indigènes n'a pas cessé d'augmenter. Un fait marquant de cette lutte a été la réunion qui s'est tenue à Altamira en février 1989 : la Première rencontre des peuples indigènes du Xingú, qui s'est prononcée contre les décisions prises en Amazonie sans la participation des indigènes et contre la construction du Complexe hydroélectrique du Xingú. La rencontre rassembla quelque 3 000 personnes, dont 650 indigènes de diverses parties du pays et de l'extérieur, et des représentants de mouvements écologistes, de mouvements sociaux et de la presse nationale et étrangère.

Depuis lors, et au fil des ans, les refontes du projet se sont succédées, avec de nouvelles études de viabilité, davantage d'études d'impact sur l'environnement (EIE), de consultations et d'audiences publiques en rien transparentes.

La résistance répondit : elle organisa des actions civiles publiques visant à suspendre les EIE, elle élaborait des documents, elle organisa des débats, elle envoya des lettres à la Présidence pour demander la suspension des travaux.

Mais, au cours de ces dernières années, le gouvernement de l'ex-Président Lula inclut l'ouvrage de Belo Monte dans son Programme d'accélération de la croissance (PAC) comme l'une des priorités. Ce fut le motif de la rencontre « Xingú vivant pour toujours », qui réunit en 2008 des représentants de peuples indigènes et riverains, de mouvements sociaux, d'organisations de la société civile, de chercheurs et de spécialistes. En 2009, le cas de Belo Monte fut présenté en audience publique à la

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) de l'OEA à Washington, États-Unis.

En décembre 2009, divers représentants de peuples indigènes (Arara, Guarani, Juruna, Kaiapó, Xavante, Xipaia, Xicrin et Yanomami) lancèrent un manifeste dénonçant l'indifférence du gouvernement fédéral. Le texte parlait d'une lutte de 20 ans des peuples indigènes contre le projet de Belo Monte, et concluait sur le message que le fleuve Xingú pourrait bien se changer en un « fleuve de sang ».

En février 2010, le ministère de l'Environnement, à travers un organe appelé IBAMA (Institut brésilien de l'environnement), accorda le permis environnemental préalable pour la construction de l'usine, en posant 40 conditions, à partir de quoi le débat s'intensifia. Le Mouvement Xingú vivant – qui réunit plus de 100 organisations dans une ferme opposition aux usines hydroélectriques dans le bassin de ce fleuve – et 40 autres organisations sociales, adressèrent une demande de mesure préventive à la Commission interaméricaine des droits de l'homme. Les ONG affirmèrent dans le document que le permis partiel de Belo Monte n'avait pas de base légale et qu'il avait été accordé sans que soient remplies les conditions établies par l'IBAMA.

Un an après, en février 2011, l'IBAMA accorde un permis partiel pour la construction des ouvrages, le déboisement de 238,1 hectares de forêt, et l'ouverture de clairières et de sentiers sur les rives des fleuves Bacajá et Xingú.

Il faut remarquer que la figure du « permis partiel d'installation » n'existe pas dans la législation brésilienne sur l'environnement, comme le fait observer un groupe de spécialistes qui suit la discussion du projet. Et selon le commentaire du procureur de la république Felicio Pontes Junior dans l'extrait de son article cité ci-après, c'est une des multiples irrégularités et illégalités qui accompagnent la trajectoire de ce méga-projet.

Le 8 février 2011, plus d'un demi-million de signatures contre le projet furent remises au représentant de l'actuelle présidente de la république. De façon contradictoire, le représentant a exprimé sa volonté de « dialoguer » avec les représentants indigènes et d'autres dirigeants de la résistance dans la région, mais en même temps de réaliser l'ouvrage.

Nous ajoutons ici l'extrait d'un article dû au Procureur de la République, Felicio Pontes Junior, publié sur son blog <http://belomontedeviolenacias.blogspot.com/>, dans lequel il commente le permis préalable de 2010 et le récent permis d'installation partielle.

« Le Permis préalable (PP) de Belo Monte a été accordé par l'ibama en février 2010 avec 40 conditions concernant l'environnement et 26 conditions concernant les indigènes. Ce PP ne permet pas de commencer les travaux. Il s'agit seulement d'un permis préliminaire de planification. Par son biais, l'organisme qui accorde le permis dit simplement que la localisation et la conception de l'œuvre sont approuvées. Pour que les travaux puissent débiter, il faut obtenir un autre permis : le Permis d'installation (PI).

Pour que le consortium Norte Energía, formé à la va-vite à la veille de l'appel

d'offres de la centrale, puisse commencer les travaux, il faut que les conditions soient remplies. La plupart d'entre elles sont, en réalité, des points litigieux que le PP ne résout pas. La pression du gouvernement pour que le PP soit accordé a été si forte que ces conflits sont devenus des conditions.

Et il n'y a maintenant plus moyen de faire avancer l'affaire.

Parmi les 40 conditions qui concernent l'environnement, citons, par exemple la n° 09, qui détermine : (i) début de la construction et réforme des équipements d'éducation et de santé à Altamira et à Vitória do Xingú, (ii) début des travaux d'assainissement de base dans ces villages, et (iii) implantation de l'assainissement élémentaire à Belo Monte avant la construction des logements. Le MPF a eu accès à des documents de ces communes qui montrent que rien n'a été fait jusqu'en 2010.

Une autre clause, la n° 5, concernant les indigènes, exige, entre autres mesures : (i) la démarcation physique des territoires indigènes Arara de Volta Grande et (ii) Cachoeira Seca, (iii) le cadastre agraire et le début du départ des intrus (les non-indiens) du territoire indigène Apyterewa. Rien qui puisse se faire du jour au lendemain. Le MPF lui-même a tenté de le faire depuis des dizaines d'années. Et tout cela est extrêmement nécessaire.

De fait, même l'étude d'impact sur l'environnement faite par Electrobras et des entrepreneurs prévoit la migration de 100 000 travailleurs à la recherche d'emploi sur le chantier. Si l'on considère que la population actuelle d'Altamira est de 94 000 personnes et que le chantier en emploiera au maximum 19 000 – et ce seulement la troisième année car, les autres années, ce nombre est inférieur – il est facile de conclure que, en plus de l'explosion démographique, Altamira aura, au moins, 80 000 personnes au chômage.

Norte Energia a tenté une manœuvre pour éviter d'avoir à respecter les conditions. Elle a demandé un permis d'installation partielle pour le chantier de l'ouvrage. Ceci n'existe pas dans la législation brésilienne. Le chantier, c'est déjà l'ouvrage. Ou bien quelqu'un pense-t-il qu'avec le seul chantier il n'y aura pas de migration ?

En octobre 2010, l'équipe technique de l'IBAMA a dit non à cette manœuvre justement parce qu'elle ne respectait pas les conditions.

Et l'on ne peut pas alléguer qu'il y aura une compensation pour les localités touchées, avec la libération de davantage de ressources publiques. Ces ressources seront-elles suffisantes pour la construction et la maintenance d'hôpitaux, d'écoles et d'organismes du système de justice et de sécurité dans une région qui verra sa population doubler en un an ? Ces ressources multiplient-elles aussi par deux le budget annuel d'Altamira ? Non, c'est clair.

Ce qui se dessine ne diffère pas du déjà vu. Nous recueillons le chaos social et les dégâts dans l'environnement. Les multinationales recueillent l'énergie.

[index](#)

- Les barrages sur le Mékong enflamment la région

Les problèmes associés aux grands barrages hydroélectriques ne sont pas nouveaux dans le bassin du Mékong. Le Mékong prend sa source dans l'Himalaya tibétain, se faufile à travers la province de Yunnan dans le Sud de la Chine, traverse une petite partie de la Birmanie, ensuite le Laos où il forme sur des kilomètres la frontière entre ce pays et le Nord-Est de la Thaïlande, et coule ensuite vers le sud en traversant le Cambodge jusqu'à son delta au Vietnam. Au cours de la dernière décennie, de nombreux endroits de cette région riche en fleuves ont été gravement atteints par les grands barrages hydroélectriques. Les propositions actuelles de construire des centaines de nouveaux barrages sur les principaux affluents du Mékong, dont douze sur son propre cours, soulèvent plus que jamais de graves inquiétudes et suscitent des tensions et des conflits dans les pays de la région.

Au moment de commencer à rédiger cet article, environ 2 000 personnes, membres des communautés locales et du Mouvement populaire pour une société juste / Assemblée des Pauvres, rentraient chez elles après une rencontre qui avait duré 25 jours sous le soleil brûlant de Bangkok. Elles y étaient allées pour faire pression sur les décisions du Cabinet thaïlandais à propos de cas d'injustice, dont les projets de grande envergure qui privent les gens de leurs ressources naturelles et de leurs moyens d'existence. Le mouvement populaire est la conséquence de toute une série de problèmes chroniques tels qu'une réforme agraire inadéquate, des projets miniers non voulus, et l'apparition de projets de centrales électriques dans certaines communautés rurales. Le cas du barrage de Pak Mun en fait partie.

Au cours des deux dernières décennies, les personnes touchées par le barrage de Pak Mun dans la province d'Ubon Rachathani, dans le Nord-Est de la Thaïlande, sont devenues la ligne de front de l'Assemblée des Pauvres, le plus fort mouvement populaire qui ait jamais existé dans le pays. En 1991, avec le soutien direct de la Banque mondiale, le gouvernement nommé par les militaires décida de construire un barrage sur le Mun, principal affluent du Mékong, pour générer 135 mégawatts d'électricité. Situé à un kilomètre seulement du point où le Mun et le Mékong se rencontrent, le barrage de Pak Mun a porté préjudice aux deux fleuves en bloquant presque complètement la route de migration naturelle des poissons. De ce fait, il a directement atteint près de 6 000 familles des villages de pêcheurs situés le long d'un fleuve autrefois poissonneux, et beaucoup d'autres dans le Nord-Est du pays. Depuis sa mise en fonctionnement, le barrage n'a jamais réussi à générer le volume d'électricité prévu. Dernièrement, il a été constaté que ce premier barrage produisait à peine un peu plus de 20 mégawatts. Même en tournant à plein régime, il suffirait tout juste à satisfaire les besoins en électricité du premier centre commercial de la Thaïlande, situé à Bangkok, et sa production restante ne couvrirait même pas la moitié des besoins du deuxième.

Malgré le faible rendement et les mauvais effets permanents de ce barrage, le Cabinet thaïlandais refuse toujours de suivre les recommandations du comité que le gouvernement a désigné pour l'étudier et qui disent que toutes les écluses du Pak Mun devraient rester ouvertes en permanence. L'explication donnée au public par le gouvernement et par l'EGAT (le service de génération d'électricité thaïlandais) est que si on ouvrait les vannes le débit du Mun diminuerait rapidement à cause de la

grave sécheresse qui touche le Mékong, et que les bénéfices du barrage disparaîtraient.

Cette affirmation contredit une autre théorie qui bénéficie de l'approbation générale : la véritable raison de ne pas laisser le barrage ouvert en permanence n'est pas le besoin des 20 mégawatts d'électricité qu'il produit ni le souci d'économiser de l'eau, mais le fait que cela équivaldrait à reconnaître que le barrage est un fiasco complet. Cela serait avantageux pour ceux qui s'opposent aux barrages, mais laisserait en mauvaise position les autorités qui ont défendu la construction de celui-ci, en Thaïlande et dans le reste de la région.

Le gouvernement thaïlandais et ceux des autres pays de la région n'informent jamais le public des changements hydrologiques que les quatre barrages construits en amont, en Chine, ont provoqués. Or, le cas du barrage de Pak Mun démontre que les gouvernements se raccrochent à leurs barrages existants et à leurs plans d'en construire d'autres sur les affluents du Mékong et même sur le cours inférieur de ce fleuve.

La série de grands barrages sur le cours supérieur du Mékong, en Chine, débuta par la construction de celui de Manwan, terminée en 1992 sans avoir consulté comme il fallait les pays concernés en aval ni, surtout, les gens qui dépendent directement du fleuve pour leur existence quotidienne. Les dimensions des barrages chinois ne sont pas comparables à celles du Pak Mun : ils ont une capacité de production de plus de 1 000 mégawatts et retiennent des millions de mètres cubes d'eau. Mis à part le tollé initial chez la population du Nord de la Thaïlande, les pays en aval semblent avoir mis longtemps à en ressentir les effets pendant les années 1990. Par exemple, jusqu'au milieu des années 2000, personne n'avait l'air de connaître l'impact des barrages chinois sur le delta du Mékong au Vietnam.

Pourtant, peu après l'achèvement du barrage de Xiaowan (le quatrième en Chine, sur les huit, ou même quinze, qu'il était prévu de construire sur le cours supérieur du Mékong), tout le monde a commencé à sentir son impact sur le fleuve. En avril 2010, un représentant de l'ambassade de Chine en Thaïlande se présenta pour la première fois devant le public thaïlandais, à l'occasion d'un forum organisé par la société civile à Bangkok, pour nier toute relation entre les barrages chinois et les changements négatifs de l'hydrologie, de la diversité et des moyens de subsistance dans les pays traversés par le cours inférieur du Mékong. C'était vraiment trop tard, puisque le gouvernement chinois avait déjà été bombardé de critiques par les communautés locales, les organisations de la société civile et les agences d'information. Au Vietnam, par exemple, la population, les universitaires et même certains organismes gouvernementaux, en particulier ceux du delta du Mékong, avaient montré la Chine du doigt en tant qu'un des principaux responsables du changement hydrologique et manifesté leur inquiétude au sujet de l'impact des barrages du Mékong sur le delta.

À la préoccupation grandissante concernant l'impact sur les pays limitrophes des barrages chinois vint s'ajouter l'annonce, début 2008, que le premier projet de barrage du Mékong à l'extérieur de la Chine – celui de Don Sahong, dans le Sud du Laos – était prêt à démarrer. Ce barrage est un des douze proposés pour le cours

inférieur du Mékong : huit au Laos, deux sur la frontière de la Thaïlande et du Laos, et deux autres au Cambodge. À part celui de Don Sahong, aucun des barrages proposés n'a moins de 800 mégawatts de capacité, et le plus grand atteint 3 000 mégawatts. Parmi les questions soulevées à propos de Don Sahong, la principale concernait son impact potentiel sur les zones de pêche, à un endroit qui est probablement celui où la pêche est la plus intense et qui est aussi la plus grande frayère du bas Mékong. Ainsi, le cas du barrage de Don Sahong porta à se demander quelle importance donnent les gouvernements de la région aux zones de pêche du fleuve, qui subviennent aux besoins d'un grand nombre de personnes et contribuent considérablement aux économies de leurs pays, surtout au Cambodge, où la pêche représente 17 % du PIB.

Or, après plus de deux ans d'opposition de nombreuses organisations de la société civile, le gouvernement laotien n'a pas encore présenté le projet de barrage de Don Sahong à l'organisme régional chargé des procédures de notification, de consultation préalable et d'accord (PNPCA en anglais), pour informer les autres pays de la région de son intention de le construire. En revanche, le gouvernement laotien présenta le projet de barrage de Xayaboury en septembre 2010, et lança le processus PNPCA qui avait été adopté dans le cadre de l'accord de 1995 entre le Laos, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam. Selon le PNPCA, les quatre pays membres conviennent de notifier les pays voisins et d'écouter leur avis au moment de proposer un projet pour le cours du Mékong, même à l'intérieur de chaque pays. Néanmoins, l'accord ne peut pas empêcher la construction d'un barrage si un pays insiste à le construire. Donc, le processus actuel sera déterminant pour le sort du Mékong, car le cas du barrage de Xayaboury permettra de tester le PNPCA pour tous les autres.

Le projet de Xayaboury a suscité des critiques et des manifestations de désapprobation généralisées, qui ont divisé comme jamais auparavant les pays du Mékong. La Commission du fleuve Mékong (MRC d'après l'anglais), constituée en 1995 au moyen d'un accord entre les gouvernements cambodgien, laotien, thaïlandais et vietnamien, a comme devoir principal de protéger le fleuve, mais elle a été accusée d'inefficacité par beaucoup d'organisations de la société civile, car elle n'a pas facilité l'utilisation de ses propres connaissances en tant qu'outil pour la prise de décisions sur le barrage. L'évaluation environnementale stratégique (EES) commandée par la MRC fait état des graves effets sur les zones de pêche, sur la charge de sédiments, sur les zones humides et agricoles, et les compare aux bénéfices limités qu'aurait la production d'électricité si les douze projets étaient exécutés. D'après l'EES, d'ici 2015 les douze barrages ne produiraient que 11,6 % de l'électricité nécessaire en Thaïlande, et seulement 4 % au Vietnam. L'EES finit par recommander de différer pendant dix ans tous les projets de barrage pour le cours inférieur du Mékong. À l'encontre de cette recommandation, le gouvernement du Laos a publié une déclaration où il affirme : « Notre opinion reste inchangée. Nous sommes sûrs que le projet hydroélectrique de Xayaboury n'aura aucun impact de considération sur le cours principal du Mékong »... et cela avant l'achèvement des consultations dans les pays voisins en application du PNPCA. Cela prouve que la MRC n'a pas tenu compte des évaluations d'impact détaillées, comme c'est le cas de l'EES, pour influencer sur les décisions.

Le dernier round du débat sur le barrage de Xayaboury aura lieu à la fin de ce mois, lorsque les membres des quatre pays du comité de la MRC se réuniront pour donner leur avis sur le projet. La situation est instable et le résultat imprévisible.

Dans les circonstances actuelles, où l'ère des grands barrages hydroélectriques a repris de plus belle, la région du Mékong a besoin d'autres mécanismes que ceux dont elle dispose pour faire face aux conséquences et aux désastres potentiels. La décision concernant le barrage de Xayaboury, qui risque de sonner le glas du Mékong, ne peut pas être soumise au jugement des membres du comité de la MRC, dont les positions sont encore plus faibles que celles des ministres.

La tâche la plus critique et urgente est d'assurer et de faire valoir la transparence et la participation du public dans le processus destiné à répondre aux besoins de la région en électricité. Les promoteurs des barrages allèguent que l'électricité et la génération de revenus sont de plus en plus nécessaires dans la région du Mékong, mais il est indispensable de savoir à qui et à quoi est destinée l'énergie, qui en tirera profit et comment seront atteints leurs objectifs. Il est évident que la plupart des bénéfices des grands barrages vont aller aux investisseurs privés et aux grandes entreprises qui ont besoin de toujours plus d'énergie pour leurs énormes industries.

Il serait grand temps que les barrages hydroélectriques dans la région du Mékong fassent l'objet d'un dialogue régional sérieux et participatif, où figurent « les voix de la région » qui représentent vraiment la majorité de la population, avant qu'une crise des ressources naturelles ne devienne le seul avenir possible.

Premrudee Daoroung, Towards Ecological Recovery and Regional Alliance (TERRA), e-mail: premrudee@terraper.org, <http://www.terraper.org/home.php>

[index](#)

– Touchées par des barrages : des femmes qui luttent pour ne pas se noyer

Cause et conséquence d'un barrage
Le personnel de l'entreprise arriva
Et dit qu'il n'allait rien se passer
Soudain, une surprise
Les parents s'insurgèrent
Les filles se firent belles
Parce que plus de 4 000 hommes
Arrivèrent
[...]
Quelques unes se livrèrent
Et reçurent plein de serments
Ils dirent qu'ils avaient des motos et des autos
Beaucoup d'argent
Et que cela finirait
Par un mariage
Mais quelque chose tourna mal
Après l'aventure

Le ventre commence à grossir
Et la souffrance arrive
Avec le bébé sur les bras
Sans aide aucune [...]

*Rosa Aguiar (A vida dos povos atingidos por barragens em poesia .São Paulo : Ecole
Nationale de Formation Politique du MAB, 2010.)*

La lutte des communautés touchées par les barrages apparaît au cours des années 80 quand, au Brésil, on construit des barrages pour produire de l'énergie électrique et satisfaire la demande due au processus d'industrialisation du pays. Dans ce contexte, le combat des personnes affectées surgit comme une nécessité, pour qu'elles fassent valoir leurs droits face à l'État brésilien et aux entreprises.

L'organisation du Mouvement des personnes lésées par les barrages (MAB, selon son sigle en portugais) naît comme un chemin possible pour que les populations affectées aient un espace sur la scène historique. L'objectif du MAB est de dénoncer la politique du secteur électrique et de s'y opposer. Pourtant, la lutte ne suffit pas pour garantir les droits des personnes touchées. En plus de dénoncer le modèle de production et de consommation d'énergie et de lutter contre la violation des droits, le mouvement cherche à discuter de la nécessité de formuler un nouveau Projet Energétique Populaire, où la base de l'analyse soit de comprendre pour quoi et pour qui on veut de l'énergie.

Le modèle d'implantation de barrages en vigueur au Brésil « a favorisé de façon récurrente de graves violations des droits de l'Homme, dont les conséquences finissent par accentuer les graves inégalités déjà existantes, se traduisant par des situations de misère et de déstructuration sociale, familiale et individuelle » selon le Conseil pour la défense des droits de la personne humaine (CDDPH) (1).

Nous pouvons affirmer que les femmes affectées par les chantiers sont celles qui souffrent le plus des situations de conflits et de la déstructuration sociale familiale et individuelle causées par la construction des barrages, alors que « normalement », dans la société brésilienne, elles pâtissent déjà du sexisme.

En partant de ces données, nous nous sommes mis à réfléchir plus profondément, à l'intérieur du mouvement (MAB), sur la façon dont ce modèle de production d'énergie influe sur la vie des femmes affectées par la construction de barrages. Et les grandes questions dont nous discutons sont : outre l'inégalité historique vécue par les personnes de sexe féminin, quelles sont les principales violations dont souffrent les femmes touchées ? Quel est le rôle des femmes dans les processus de déplacement forcé dû aux barrages ? Quels sont les principaux défis auxquels doivent faire face les femmes dans leur combat de résistance ?

Les conséquences principales pour la vie des personnes affectées par les barrages et qui, en particulier, touchent davantage les femmes, sont de deux sortes : l'une, économique, est due à la perte de la terre, à la baisse du revenu familial vu que les postes de travail disparaissent, aux relations de production et de commercialisation déjà établies, aux activités variées qui sont décimées par l'inondation due au lac. L'autre est émotionnelle et affective, car les femmes voient disparaître leurs lieux de vie, toutes leurs relations avec l'environnement sont rompues, les structures et les

relations communautaires sont détruites, les habitudes culturelles doivent être abandonnées et les femmes souffrent de l'insécurité qui naît de la nécessité d'aller vivre ailleurs, préoccupées qu'elles sont par la vie de leurs enfants et de toute la famille.

Les barrages ne causent pas de dégâts que chez les « riverains ». L'impact de la migration de milliers de personnes vers la région du chantier, comme cela se passe sur ceux de Santo Antonio et Jirau (Rondônia), ont affecté les services publics de santé, de logement et d'éducation de toute la localité. Autres éléments graves : l'augmentation de la prostitution, du nombre de grossesses précoces et de mères célibataires, situation qui touche directement les femmes, et la déstructuration des familles. Nous ne pouvons pas non plus omettre de mentionner la destruction de l'environnement.

LES FEMMES LUTTENT. Ce qui nous encourage c'est que, même s'il n'y paraît pas, les femmes affectées ont toujours lutté. L'indigène Tuira de l'Etat de Pará en est un des symboles. En 1989, Electronorte réalisa une audience publique pour discuter de la construction de l'usine Kararaô (qui serait financée par la Banque mondiale). Pendant la réunion, tandis que les guerriers *caiapós* criaient « Kararaô va noyer nos enfants ! », Tuira prit l'initiative, se jeta sur le président d'alors d'Electronorte, José Muniz Lopes, et le menaça en lui appuyant la lame de son couteau sur le visage. Cette action contribua à interrompre le projet de centrale pendant dix ans, et fit aussi que la Banque mondiale suspendît le financement de la construction.

En plus de Tuira, dans l'histoire de lutte et de résistance du Mouvement des personnes affectées par les barrages nous comptons beaucoup de guerrières. Les femmes qui luttèrent pour défendre leurs droits au barrage de Machadinho et qui affrontèrent bien des fois la police, celles de Barra Grande qui furent les héroïnes de la lutte, celles qui furent arrêtées dans la lutte des affectés de Tucuruí, celles qui empêchent que les fonctionnaires des entreprises pénètrent dans les communautés où il y a des projets de barrages à Bahia, les femmes affectées par les centrales hydroélectriques de Rondônia qui affrontent les fonctionnaires des grandes entreprises de la capitale, toutes les femmes mères qui souffrent en voyant que leurs filles se prostituent, se retrouvent enceintes et deviennent des mères célibataires trompées par les ouvriers, mais qui ne les abandonnent pas, les femmes qui pleurent pour la perte de la terre des communautés.

Le grand défi est que les femmes soient chaque jour plus reconnues et valorisées. Pour cela, de façon très courageuse, il faut lutter pour la justice, l'égalité sociale et entre les sexes, pour que les femmes et les hommes soient les sujets d'une nouvelle histoire.

L'eau et l'énergie ne sont pas des marchandises !

Mouvement des personnes lésées par les barrages, article envoyé par Sonia Mara, sdjsonia@yahoo.com.br, <http://www.mabnacional.org.br/>

(1) Le CDDPH est un organisme étatique brésilien qui équivaut à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA (Organisation des États américains) et à la Commission des droits de l'homme de l'ONU (Nations unies). Le conseil fut

créée le 16 mars 1964 (Loi fédérale 4319) et ses membres sont les suivants : le Ministre de la Justice, un représentant du Ministère de Relations extérieures, des représentants du Conseil fédéral de la culture, un représentant du Procureur fédéral, le président du Conseil fédéral de l'ordre des avocats du Brésil, un professeur de droit constitutionnel et un professeur de droit pénal d'une des facultés fédérales, le président de l'Association brésilienne de la presse, le président de l'Association brésilienne de l'Éducation, des leaders de la majorité et de la minorité de la Chambre des Députés et du Sénat fédéral. Le Conseil a la capacité d'ordonner des enquêtes et des études pour évaluer l'efficacité des normes qui garantissent les droits des personnes qui figurent dans la Constitution fédérale et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) ; il peut recevoir des représentations qui dénoncent des violations des droits de la personne humaine, enquêter sur leur origine et prendre des mesures opportunes concernant des abus des particuliers ou des autorités qui en sont responsables.

[index](#)

– RDC : des barrages pour les grandes entreprises

Le projet hydroélectrique Inga prévoit de construire en République démocratique du Congo une série de barrages sur le fleuve Congo. Deux sont déjà construits (Inga I et Inga II), et deux autres sont en cours de développement : Inga III et Grand Inga (voir les bulletins 138 et 77 du WRM).

Le projet Inga III est développé par le consortium Westcor. Il s'agira d'un barrage hydroélectrique alimenté par un canal de déviation, qui produira 3 500 mégawatts et coûtera huit milliards de dollars. Le projet Grand Inga inclut l'Inga 3 et il est conçu comme une série d'installations de turbines de 52 750 mégawatts. Ce complexe hydroélectrique de 80 milliards USD, financé par la Banque mondiale, est le plus grand du monde et pourrait produire jusqu'à 39 000 mégawatts, soit deux fois plus que le barrage chinois des Trois Gorges, et plus d'un tiers de l'électricité produite dans toute l'Afrique.

Malgré cette énorme production d'énergie, il n'existe aucun plan pour approvisionner en électricité les foyers congolais, dans ce pays où près de 62 millions de personnes (94 % de la population) ne disposent pas de ce service et où les quelques familles qui sont reliées au délabré réseau électrique national doivent supporter des coupures de courant quotidiennes.

L'Inga III est conçu pour produire de l'électricité pour les industries et les consommateurs urbains d'Afrique du Sud et d'autres pays voisins, et pour attirer en RDC des industries à forte consommation d'énergie.

Comme dans le cas du Grand Inga, le réseau International Rivers (IRN) rapporte que « le géant minier BHP Billiton a essayé de s'approprier le projet en proposant au gouvernement de la RDC un accord plus attrayant : Billiton utiliserait l'énergie d'Inga III pour alimenter une fonderie qui produirait 800 000 tonnes d'aluminium par an et consommerait 2 500 MW d'électricité, plus que toute la production d'énergie actuelle

du pays.

Cela confirme les craintes que ceux qui tireraient de gros profits économiques du projet Inga seraient les entreprises étrangères, et non la majorité du peuple congolais.

Dernièrement, quatorze organisations africaines et internationales ont envoyé une lettre au président de BHP Billiton, où ils exhortent l'entreprise à suspendre le projet jusqu'à ce que le gouvernement de la RDC respecte son engagement de faire parvenir l'électricité à tous les citoyens (<http://www.internationalrivers.org/en/node/6059>).

Les barrages Inga III et Grand Inga menacent beaucoup de personnes qui perdront leurs champs et leurs moyens d'existence pour qu'ils puissent être construits. La vallée de Bundi sera inondée, tandis que les chemins nécessaires à l'installation des lignes de transmission impliqueront le déboisement de portions de la deuxième forêt tropicale du monde, qui joue un rôle crucial dans l'équilibre de l'écosystème et du climat mondial. Le fleuve Congo, deuxième du monde en diversité ichtyologique, sera perturbé par l'endiguement et par les turbines, qui feront diminuer les populations de poissons et détruiront l'écosystème fluvial.

Comme si cela ne suffisait pas, le projet du Grand Inga est présenté comme une source d'énergie « propre et respectueuse de l'environnement » qui pourrait compenser les émissions de carbone produites ailleurs « en produisant de l'énergie hydroélectrique sans barrer le cours du fleuve ». Cela lui permettrait d'obtenir le soutien du MDP (Mécanisme de développement propre).

Il est évident que les projets de grands barrages ne sont pas conçus pour répondre aux besoins des peuples, et encore moins à ceux de l'environnement. Ils sont conçus pour bénéficier aux grandes entreprises et industries qui produisent de manière non durable pour alimenter des marchés non durables.

Article fondé sur des informations tirées de :

<http://www.africaaction.org/1/category/d2d/1.html>

<http://www.internationalrivers.org>

http://www.worldenergy.org/documents/annex_3_information_on_inga_projects.pdf

[index](#)

- Actions against dams around the world

Indonesia: Since April 2005, two companies involved in the building of a mega-dam in Indonesia, both owned by the a former Vice President of Indonesia, have been compulsory purchasing land from people around the Sulewana river in Poso, Central Sulawesi to make way for the construction and the displacement it will cause.

The project, known as, Poso II will affect the lives of up to 2,000 people. Residents of Peura Village are attacked by police officers as they try to prevent construction

access.

Friends of the Earth Indonesia /Walhi is calling on the Indonesian government to halt this project to until there is certainty that the rights of the local population will be respected, the military presence will be withdrawn and a thorough transparent environmental impact assessment has taken place. <http://www.foei.org/en/get-involved/take-action/halt-the-poso-ii-mega-dam/>

Mekong region: 263 non-governmental organizations from 51 countries submitted a letter on March 21 urging the Prime Ministers of Lao PDR and Thailand to immediately cancel the proposed Xayaburi Dam on the Mekong River's mainstream in Northern Laos.

The letter was submitted in advance of the Mekong River Commission's (MRC) 33rd Joint Committee Meeting, scheduled for 25-26 March in Sihanoukville, Cambodia, where the four member countries were expected to make a preliminary decision on whether or not to proceed with the dam. As an outcome of the meeting, the four countries have decided to hold a new special session meeting scheduled for April 21st to discuss the Xayaburi Dam in further detail.

However, the Technical Review report for the Xayaburi Dam acknowledged the "uncertainty about the scale of impact on fisheries and associated livelihoods, both locally and in a transboundary context."

Mexico: The Eighth Encounter of the Mexican Movement of Dam-Affected People and in Defence of Rivers (MAPDER), held in Huitiupán, Chiapas in March 2011, culminated with the Huitiupán Declaration, in which the 441 delegates from affected towns and communities spoke out against the numerous hydroelectric dam projects in Mexico and Guatemala.

The declaration concludes with a call to draw on the historical memory of social struggles and the wisdom of the peoples in order to develop new forms of relations between human beings and nature, and to construct "self-managed alternatives that ensure the autonomy and control of our territories."

Rivers for life, not for death! Water and energy are not commodities!

Change the system, not the climate! Free rivers for free peoples!

<http://www.otrosmundoschiapas.org/index.php/represas/68-represas/925-declaracion-de-huitiupan-viii-encuentro-mapder.html>

Brazil: The National Encounter of Women Affected by Dams, organized by the Movement of Dam-Affected People (MAB) and Via Campesina, will take place in Brasilia this April. A report will be presented on violations of the human rights of the communities affected, and specifically the violations against women in those communities. Brazilian President Dilma Rousseff has been invited "to learn about this reality, looking us in the eye," said one of the organizers.

The encounter will also include the presentation of a "truly popular model of energy development" which does not place natural resources and communities at the service of corporations that appropriate these resources for their own profit.

<http://www.radiomundoreal.fm/Mirarse-a-los-ojos>

Ethiopia: On March 22, marking World Water Day, almost 400 organizations have signed a petition against the massive hydro-electric Gibe III dam on the Omo River which will destroy the natural flood patterns so vital for the Omo tribes' cultivation methods as well as threatens at least eight tribes and about 300,000 people living around the Lake Turkana in Kenya. More on the Gibe III dam at Survival International: <http://climate-connections.org/2011/03/22/world-water-day-global-outrage-over-ethiopia-mega-dam/>

World: a documentary by International Rivers telling the stories of people from all around the world – India, Mexico, Brazil – whose way of life, livelihoods, and homes are threatened by the proliferation of mega-dams.

“A River Runs Through Us” is a personal and hopeful introduction to one of the biggest threats facing our world's lifelines, as told by the people at the forefront of the global movement. Filmed at Rivers for Life 3 -- a 2010 gathering of 350 river activists from 50 countries, held in rural Mexico -- this documentary touches on issues such as how climate change will affect rivers and dams; what happens to communities displaced by or living downstream of large dams; and what kinds of solutions exist that both preserve our life-giving waterways while meeting our needs for energy and water.

The film is here available in English:

<http://www.internationalrivers.org/node/6218> and <http://vimeo.com/19757591>

The Spanish version is here: <http://www.archive.org/details/ARiverRunsThroughUs>

[index](#)
